

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour
le 28 décembre 1998

AHMADOU SADIO DIALLO

(RÉPUBLIQUE DE GUINÉE c. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court
on 28 December 1998

AHMADOU SADIO DIALLO

(REPUBLIC OF GUINEA v. DEMOCRATIC REPUBLIC OF
THE CONGO)

1998
Rôle général
n° 103

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE AU GREFFIER
DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Conakry, le 23 décembre 1998.

objet: REQUÊTE AUX FINS
DE PROTECTION DIPLOMATIQUE

POUR : LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE,

protectrice de son ressortissant M. Diallo Ahmadou Sadio, né le 3 janvier 1946 à Binani Misside de Solou Bombi, préfecture de Gaoual (Guinée), fils de feu Diallo Abdoulaye et feu Fatoumata Binta Diallo, domicilié à la cité des Nations, villa n° 32, Conakry, République de Guinée.

Investisseur de nationalité guinéenne, protégé par l'Etat de Guinée, conseillé par M^e Alpha Oumar Diallo, avocat à la cour, quartier Manquepas, cinquième boulevard, immeuble Jaffal, BP 1294, tél. (224) 41 42 23, fax (224) 45 39 76, Conakry, République de Guinée.

CONTRE : LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (EX-ZAÏRE).

La République de Guinée vient respectueusement demander la condamnation de la République démocratique du Congo à une réparation matérielle et à des excuses officielles et publiques au regard des éléments qui suivent :

OBJET DU DIFFÉREND

M. Diallo Ahmadou Sadio, homme d'affaires de nationalité guinéenne, a été, après trente-deux (32) ans passés en République démocratique du Congo, injustement incarcéré par les autorités de cet Etat, spolié de ses importants investissements, entreprises et avoirs mobiliers, immobiliers et bancaires puis expulsé.

Cette expulsion est intervenue à un moment où M. Diallo Ahmadou Sadio poursuivait le recouvrement d'importantes créances détenues par ses entreprises sur l'Etat et les sociétés pétrolières qu'il abrite et dont il est actionnaire.

Après de vaines tentatives de règlement amiable, l'Etat de Guinée s'adresse à la Cour internationale de Justice dans le dessein de voir celle-ci condamner la République démocratique du Congo pour les graves violations du droit international qu'elle a commises sur la personne d'un ressortissant guinéen.

BASE DE COMPÉTENCE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

La Cour internationale de Justice ayant une compétence consensuelle, la Guinée invoque les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF GUINEA TO THE REGISTRAR
OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

Conakry, 23 December 1998.

Re: APPLICATION FOR PURPOSES OF
DIPLOMATIC PROTECTION

BY: THE REPUBLIC OF GUINEA,

as protector of its national, Mr. Diallo Ahmadou Sadio, born on 3 January 1946, at Binani Misside de Solou Bombi, Gaoual Prefecture, Guinea, son of the late Diallo Abdoulaye and the late Fatoumata Binta Diallo, residing at the Cité des Nations, Villa No. 32, Conakry, Republic of Guinea.

Investor of Guinean nationality, protected by the State of Guinea, advised by Maître Alpha Oumar Diallo, Avocat à la Cour, Quartier Manquepas, 5th Boulevard, Immeuble Jaffal, BP 1294, tel. (224) 41 42 23, fax (224) 45 39 76, Conakry, Republic of Guinea.

AGAINST: THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO (EX-ZAIRE).

The Republic of Guinea, having regard to the following considerations, respectfully requests that the Democratic Republic of the Congo be ordered to pay compensation for material damages and to make an official public apology:

SUBJECT OF THE DISPUTE

Mr. Diallo Ahmadou Sadio, a businessman of Guinean nationality, was unjustly imprisoned by the authorities of the Democratic Republic of the Congo, after being resident in that State for thirty-two (32) years, despoiled of his sizable investments, businesses, movable and immovable property and bank accounts, and then expelled from the country.

This expulsion came at a time when Mr. Diallo Ahmadou Sadio was taking proceedings to recover substantial debts owed to his businesses by the State and by the oil companies established on its territory and of which the said State is a shareholder.

After vain attempts to arrive at an out-of-court settlement, the State of Guinea is filing an Application with the International Court of Justice with a view to obtaining a finding that the Democratic Republic of the Congo is guilty of serious violations of international law committed upon the person of a Guinean national.

BASIS OF THE JURISDICTION OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

Since the basis of the International Court of Justice's jurisdiction is consensual, Guinea is relying on the declarations accepting the compulsory jurisdic-

Cour que les deux parties au présent litige ont dûment signées et déposées auprès du Secrétariat général de l'Organisation des Nations Unies.

En effet, le Zaïre devenu République démocratique du Congo a fait une déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice en date du 8 février 1989.

La République de Guinée en a fait de même en date du 11 novembre 1998.

Toutes ces deux déclarations stipulent la compétence de la Cour pour les litiges concernant tout point de droit international auxquels chacun des Etats est partie, sous réserve de l'acceptation par l'autre de la même clause.

Le présent litige étant relatif à la protection diplomatique, un point essentiel de droit international, la Cour internationale de Justice est compétente à en connaître.

MOYENS DE DROIT

Au regard d'un principe général du droit, tout Etat a le droit d'exiger des autres Etats le respect du droit international sur la personne de ses ressortissants.

L'Etat guinéen est donc fondé à agir contre la République démocratique du Congo qui a violé, sur la personne d'un ressortissant guinéen, de grands principes du droit international: le principe du traitement des étrangers selon «le standard minimum de civilisation», l'obligation de respect de la liberté et de la propriété des étrangers, la reconnaissance aux étrangers incriminés du droit à un jugement équitable et contradictoire rendu par une juridiction impartiale.

Le ministre,
Lamine KAMARA.

tion of the Court which both Parties to this dispute have duly signed and deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Zaire, which has become the Democratic Republic of the Congo, made a declaration accepting the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice on 8 February 1989.

The Republic of Guinea did likewise on 11 November 1998.

Both declarations provide that the Court has jurisdiction to examine disputes concerning any point of international law raised by any State party, subject to the acceptance by the other party of the same obligation.

Since this dispute concerns diplomatic protection, an essential point of international law, the International Court of Justice has jurisdiction to entertain it.

LEGAL GROUNDS

It is a general principle of law that every State has the right to require other States to comply with international law in respect of the person of any of its nationals.

The State of Guinea is therefore entitled to institute proceedings against the Democratic Republic of the Congo, which has violated certain major principles of international law in respect of a Guinean national, namely: the principle that foreign nationals should be treated in accordance with a minimum standard of civilization, the obligation to respect the freedom and property of foreign nationals, the right of foreign nationals accused of an offence to a fair trial on adversarial principles by an impartial court.

Lamine KAMARA,
Minister.

MÉMOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

POUR : LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE,

protectrice de son ressortissant M. Diallo Ahmadou Sadio, né le 3 janvier 1946 à Binani (Misside Solou Bombi), région administrative de Gaoual, fils de Diallo Abdoulaye et de Fatoumata Binta Diallo, décédés (domicilié à la cité des Nations, villa n° 32, Conakry, République de Guinée).

Investisseur de nationalité guinéenne, protégé par l'Etat de Guinée, conseillé par M^e Alpha O. Diallo, avocat à la cour, quartier Manquepas, cinquième boulevard, immeuble Jaffal, BP 1294, tél. (224) 41 42 23, fax (224) 45 39 76, Conakry, République de Guinée.

CONTRE : LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (EX-ZAÏRE).

Le présent mémoire vient en appoint à la requête aux fins de protection diplomatique qui vous a été adressée par la République de Guinée dans la présente cause qui l'oppose à la République démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Le mémoire est destiné à éclairer la religion des honorables juges de la Cour internationale de Justice sur les faits de l'espèce et le droit qui leur est applicable.

Pour ce faire, il dresse dans des notes préliminaires le récit événementiel des circonstances de l'arrestation et de l'expulsion de M. Ahmadou Sadio Diallo.

Il décrit ensuite les faits et actes qui fondent la prétention de la République de Guinée.

Le mémoire évoque enfin les éléments de droit applicables aux faits de la cause.

NOTES PRÉLIMINAIRES

M. Ahmadou Sadio Diallo, arrivé au Zaïre en 1964, a fondé dans ce pays deux entreprises: Africom-Zaïre pour le commerce et Africacontainers pour le transport par containers.

Ces deux entreprises florissantes ont entretenu pendant plus d'une décennie des relations d'affaires avec l'Etat zaïrois devenu République démocratique du Congo et diverses sociétés minières et pétrolières du pays.

De ces relations commerciales, les entreprises Africom-Zaïre et Africacontainers sont restées créancières de l'Etat du Congo démocratique et des sociétés minières et pétrolières de diverses sommes d'argent.

Ayant voulu procéder au recouvrement de ces diverses créances, M. Ahmadou Sadio Diallo a été contraint à emprunter la voie judiciaire par l'inaction de ses partenaires à laquelle ses tentatives de règlement amiable se sont heurtées.

Commençant par assigner la société Zaïre Shell, M. Ahmadou Sadio Diallo obtient la condamnation de cette société en première instance et en appel à hauteur du montant de 13 106 704,39 dollars des Etats-Unis à titre principal et 50 000 dollars en guise de dommages-intérêts.

MEMORIAL OF THE REPUBLIC OF GUINEA

[Translation]

BY: THE REPUBLIC OF GUINEA,

as protector of its national, Mr. Diallo Ahmadou Sadio, born on 3 January 1946 at Binani (Misside Solou Bombi), Gaoual Administrative District, son of the late Diallo Abdoulaye and the late Fatoumata Binta Diallo (residing at the Cité des Nations, Villa No. 32, Conakry, Republic of Guinea).

Investor of Guinean nationality, protected by the State of Guinea, advised by Maître Alpha O. Diallo, Avocat à la Cour, Quartier Manquepas, 5th Boulevard, Immeuble Jaffal, BP 1294, tel. (224) 41 42 23, fax (224) 45 39 76, Conakry, Republic of Guinea.

AGAINST: THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO (EX-ZAIRE).

This Memorial is submitted in support of the Application for purposes of diplomatic protection, which was addressed to you by the Republic of Guinea in its present proceedings against the Democratic Republic of the Congo (ex-Zaire).

The purpose of this Memorial is to enlighten the honourable judges of the International Court of Justice as to the facts of the case and the law applicable to those facts.

To this end, the Memorial begins with preliminary notes containing an account of the events surrounding the arrest and expulsion of Mr. Ahmadou Sadio Diallo.

It then sets out the facts and acts which form the basis of the Republic of Guinea's claim.

The Memorial concludes with a statement of the law applicable to the facts of the case.

PRELIMINARY NOTES

Mr. Ahmadou Sadio Diallo arrived in Zaire in 1964 and established two companies there: Africom-Zaire for trade and Africacontainers for containerized transport.

For more than 10 years these two thriving companies carried on business with the State of Zaire, subsequently the Democratic Republic of the Congo, and with various mining and oil companies established in that country.

As a result of their business dealings, Africom-Zaire and Africacontainers were owed various sums of money by the State of the Democratic Republic of the Congo and by the mining and oil companies.

Wishing to recover these sums, Mr. Diallo found himself obliged to take action through the courts, all attempts to obtain the sums due to him by direct negotiation with the debtors having failed.

Mr. Diallo began by bringing proceedings against Zaire Shell, and obtained a judgment against that company at first instance, confirmed on appeal, in an amount of US\$13,106,704.39 in respect of the principal and US\$50,000 by way of liquidated damages.

Dans l'exécution de cette décision, l'huissier instrumentaire a procédé à la saisie des avoirs bancaires, mobiliers et immobiliers de Zaïre Shell.

Les responsables de ladite société ont rencontré le ministre de la justice à l'effet d'obtenir la mainlevée de la saisie. Avant de se déterminer, le ministre de la justice a pris la précaution d'envoyer le dossier *Africacontainers c. Zaïre Shell* à l'inspectorat général des services judiciaires pour vérifier le bien-fondé de la décision prise en premier ressort et confirmée en appel.

Après étude de cette décision, l'inspectorat général des services judiciaires a fait parvenir au ministre de la justice un rapport scellé indiquant de manière formelle qu'il n'y a pas eu mal-jugé d'autant que Zaïre Shell a elle-même reconnu la certitude des créances qui lui sont réclamées.

Par suite, le ministre de la justice a donné raison à Africacontainers.

La société Zaïre Shell trouve recours auprès de M. Munga, directeur de cabinet du premier ministre, dans le dessein d'influencer le premier ministre Kengo Wa Dondo et l'amener à lever la saisie. Il est utile de faire remarquer au passage que ce même M. Munga habite un appartement de l'immeuble des pétroliers.

Soutenue donc par le directeur de cabinet, Zaïre Shell a rencontré le premier ministre qui a par suite demandé au ministre de la justice de lui communiquer le dossier judiciaire complet *Africacontainers c. Zaïre Shell*. Après réception, le premier ministre a remis ce dossier pour étude aux conseillers économiques et juridiques de la primature.

Après étude, le *staff* du premier ministre lui a communiqué ses conclusions dans un rapport confidentiel scellé.

De source confirmée, Zaïre Shell a déployé des malles d'argent pour corrompre les cadres de la primature pendant l'étude mais n'y est pas parvenue du fait de l'imposante évidence de la vérité dans l'affaire en cause.

Après réception du rapport, le premier ministre a déclaré à la séance du conseil des ministres qu'il a présidée le vendredi 28 octobre 1995 qu'il n'y a pas eu de mal-jugé dans l'affaire opposant Africacontainers à Zaïre Shell et que les créances réclamées sont réelles et reconnues par Zaïre Shell.

Il a en conséquence ordonné au ministre de la justice de réunir les deux parties avec leurs avocats pour convenir d'un calendrier d'apurement de la dette afin que la saisie soit levée.

Cette déclaration de Kengo Wa Dondo a été retransmise à la radio et à la télévision nationales en français et dans toutes les langues nationales du pays.

En exécution de l'instruction du premier ministre, le ministre de la justice a convoqué les parties le samedi 29 octobre 1995 en présence du premier président de la Cour suprême, du premier président de la cour d'appel, du procureur général de la République, du président du tribunal de grande instance et de l'inspecteur général des services judiciaires.

A cette rencontre, les responsables de Zaïre Shell ont exprimé leur accord à payer la créance d'Africacontainers. Le ministre de la justice a pris acte de cet accord et a ordonné aux parties de se retrouver le lundi à 9 heures au cabinet de l'inspecteur général des services judiciaires pour élaborer un calendrier de paiement avant que la saisie ne soit levée.

Le lundi, la partie Africacontainers a répondu au rendez-vous à l'heure convenue et celle Zaïre Shell est arrivée avec deux heures de retard.

De 11 heures à 15 heures, Zaïre Shell a refusé de proposer un calendrier

With a view to the enforcement of this decision, a bailiff's seizure order was issued against the bank accounts and movable and immovable property of Zaire Shell.

Senior executives of that company held a meeting with the Minister of Justice, where they sought to have the seizure order discharged. Before reaching a decision, the Minister took the precaution of sending the *Africacontainers v. Zaire Shell* case-file to the Inspectorate General of Courts [Inspektorat Général des Services Judiciaires] in order to determine whether the decision at first instance, confirmed on appeal, was properly founded.

After studying the decision, the Inspectorate General sent the Minister a sealed report containing a formal finding that there had been no miscarriage of justice, having regard in particular to the fact that Zaire Shell had itself acknowledged that it did indeed owe the sums claimed.

As a result, the Minister of Justice ruled in favour of Africacontainers.

Zaire Shell then went to Mr. Munga, Head of Cabinet to the Prime Minister, with a view to bringing influence to bear on the Prime Minister, Kengo Wa Dondo, and persuading him to have the seizure order discharged. It should be noted in passing that this same Mr. Munga resides in an apartment in a building owned by the oil companies.

Thus supported by the Head of Cabinet, Zaire Shell met the Prime Minister, who thereupon requested the Minister of Justice to send him the full case-file for the *Africacontainers v. Zaire Shell* proceedings, which he passed on to his legal and economic advisers for examination.

On completion of this examination, the Prime Minister's staff forwarded their conclusions to him in a sealed confidential report.

According to reliable sources, while the examination was in progress Zaire Shell laid out vast sums of money in an attempt to bribe the officials of the Prime Minister's Office, but were unable to prevail against the weight of true evidence.

After receiving the report, the Prime Minister stated at a meeting of the Council of Ministers chaired by him on Friday 28 October 1995 that there had been no miscarriage of justice in the proceedings between Africacontainers and Zaire Shell and that the amounts claimed were in fact owed, and acknowledged as such, by Zaire Shell.

He accordingly ordered the Minister of Justice to call a meeting between the two parties and their lawyers in order to agree a schedule for the payment of the debt, so that the seizure order might be discharged.

This statement by Kengo Wa Dondo was broadcast over the national radio and television networks, both in French and in all the official national languages of the country.

In accordance with the Prime Minister's instruction, the Minister of Justice summoned the parties to a meeting on Saturday 29 October 1995, at which the First President of the Supreme Court, the First President of the Cour d'Appel, the Procureur Général of the Republic, the President of the Tribunal de Grande Instance and the Inspector General of Courts were also present.

At this meeting the Zaire Shell executives stated that they were willing to pay the debt due to Africacontainers. The Minister of Justice took formal note of this statement and ordered the parties to hold a further meeting on the following Monday at 9.00 a.m. at the Office of the Inspector General of Courts in order to establish a schedule of payments prior to the seizure order being discharged.

That Monday Africacontainers arrived at the meeting at the agreed time, but Zaire Shell arrived two hours late.

From 11 a.m. until 3 p.m. Zaire Shell refused to propose any kind of

d'apurement de sa créance pour s'acharner à demander la mainlevée de la saisie pratiquée sur ses biens.

En réalité, ce n'était là qu'une manœuvre dilatoire destinée à gagner du temps pour « négocier » avec le premier ministre.

Sur ces entrefaites, Zaïre Shell, Zaïre Mobil et Zaïre Fina se sont coalisées parce que sachant qu'elles doivent réunies plus de 6 000 000 000 de dollars des Etats-Unis d'arriérés à Africacontainers et que la décision prononcée contre Zaïre Shell constitue un précédent jurisprudentiel qui va toucher avec la même sévérité toutes les sociétés pétrolières.

Le patron de Zaïre Shell est venu de Londres, celui de Zaïre Mobil Oil des Etats-Unis et celui de Zaïre Fina d'Amsterdam. Ces trois patrons ont rencontré M. Munga à son appartement de l'immeuble de Zaïre Mobil Oil. Ils ont proposé au premier ministre qui venait de créer un parti dont son directeur de cabinet est membre de lui donner le montant de la condamnation de Zaïre Shell afin qu'il expulse M. Ahmadou Sadio Diallo du pays.

Le premier ministre commence séance tenante par ordonner au ministre de la justice de procéder à la levée de la saisie, ce qui a été fait. Une lettre signée du directeur de cabinet de la primature fut également envoyée au ministre de la justice et au ministre de l'intérieur, les sommant de donner l'ordre d'expulser M. Ahmadou Sadio Diallo.

En exécution de cette instruction, les forces de l'ordre ont pris ledit sieur le samedi 5 novembre 1995 à 13 heures pour le mettre clandestinement aux arrêts sans aucune forme de procès ou même d'interrogatoire.

La presse privée et publique du pays a mené des enquêtes puis dénoncé avec vigueur cet arbitraire vexatoire dans de nombreux articles.

Le corps diplomatique et consulaire accrédité à Kinshasa est intervenu mais en vain.

Certaines organisations non gouvernementales comme Avocats sans frontières sont allées plus loin en écrivant à Kengo Wa Dondo pour dénoncer la flagrante violation des droits de l'homme qu'il a perpétrée en arrêtant arbitrairement un homme qui a créé de multiples emplois en République démocratique du Congo dans le respect constant des lois du pays.

Les radios également n'ont pas été en reste : Africa n° 1, Radio France internationale, BBC ont condamné et dénoncé.

Après soixante jours de détention, un nouveau chef de la sécurité a été nommé en la personne de M. Meta.

Vexé par le « cas » Ahmadou Sadio Diallo, M. Meta a rejoint le président Mobutu malade et en retraite à Gbadolite pour l'entretenir de ce problème préoccupant pour l'opinion publique nationale et internationale.

Le président Mobutu a ordonné la libération immédiate de M. Diallo et la restitution de sa fortune. De retour à Kinshasa, M. Meta a procédé à la libération et a informé le premier ministre de l'ordre donné par le président de la République.

Mais Kengo Wa Dondo, obstiné et péremptoire, n'ayant de tout façon pas le choix, a réitéré l'ordre d'expulsion. M. Ahmadou Sadio Diallo est alors repris et enfermé pendant quatorze autres jours pour être acheminé vers 6 heures du matin le quinzième jour à l'aéroport de Kinshasa.

A partir de l'aéroport, il a fait une déposition auprès des agents de la sécurité.

Au moment de l'embarquement, la compagnie aérienne Camair a refusé de prendre l'homme d'affaires à bord, faute de document de voyage et de dossier judiciaire d'expulsion.

schedule for the settlement of its debt while continuing to insist that the seizure order against its property be discharged.

In reality, this was simply a delaying tactic, aimed at gaining time in order to "negotiate" with the Prime Minister.

At this juncture Zaire Shell, Zaire Mobil and Zaire Fina joined forces, knowing that they would have to pay more than US\$6,000,000,000 in arrears of debt to Africcontainers and that the judgment against Zaire Shell constituted a judicial precedent which would have equally severe effects on all the oil companies.

The head of Zaire Shell flew in from London, the head of Zaire Mobil Oil from the United States and the head of Zaire Fina from Amsterdam. The three company heads met Mr. Munga at his apartment in the Zaire Mobil Oil building. They proposed that they should pay to the Prime Minister, who had just founded a new political party, of which his Head of Cabinet was a member, an amount equal to that awarded against Zaire Shell, in return for which he would expel Mr. Diallo from the country.

The Prime Minister immediately ordered the Minister of Justice to discharge the seizure order, which he did. At the same time a letter signed by the Prime Minister's Head of Cabinet was sent to the Minister of Justice and to the Minister of the Interior, instructing them to issue an order for the expulsion of Mr. Diallo.

In accordance with this instruction, on Saturday 5 November 1995 at 1 p.m. the security forces secretly arrested the said gentleman and placed him in custody, without any form of judicial process or even questioning him.

The country's press, both private and public, launched an investigation, as a result of which this arbitrary and unlawful act was vigorously denounced in numerous articles.

Diplomatic and consular officials accredited to Kinshasa intervened, but without success.

Certain non-governmental organizations, notably *Avocats Sans Frontières*, went further, writing to Kengo Wa Dondo to condemn his flagrant violation of human rights in arbitrarily arresting an individual who had created a very large number of jobs in the Democratic Republic of the Congo whilst scrupulously respecting the country's laws.

The broadcasting media also joined in: Africa No. 1, Radio France Internationale and the BBC all denounced the arrest and protested.

After Mr. Diallo had been held for 60 days, a new head of security was appointed, in the person of Mr. Meta.

Unhappy about the Diallo "affair", Mr. Meta went to see President Mobutu, who was ill and in retreat at Gbadolite, in order to discuss this problem which was so preoccupying public opinion, both national and international.

President Mobutu ordered the immediate release of Mr. Diallo and the restitution of his assets. On his return to Kinshasa, Mr. Meta duly had Mr. Diallo released and informed the Prime Minister of the order given by the President of the Republic.

However, Kengo Wa Dondo, being both obstinate and determined to impose his authority, and in any case having no choice in the matter, re-issued the expulsion order. Mr. Diallo was then re-arrested and imprisoned for 14 more days, before being taken at 6 a.m. on the fifteenth day to Kinshasa airport.

From the airport, Mr. Diallo made a formal statement to agents of the security forces.

When the time came for Mr. Diallo to board the aircraft, the airline, Camair, refused to allow him on board, since he had no travel documents and no official expulsion order had been produced.

Kengo Wa Dondo a menacé Camair de fermeture de ses bureaux de Kinshasa au cas où elle refuserait d'embarquer ce «passager encombrant». C'est ainsi qu'un formulaire de refoulement non daté a été rempli à l'aéroport pour faire voyager M. Ahmadou Sadio Diallo sur Conakry via Abidjan avec la seule veste qu'il portait comme bagage et à l'aide d'un billet acheté par Zaïre Shell.

Après donc un séjour de trente-deux ans, M. Diallo a été «refoulé» comme un passager qui vient de fouler illégalement l'aéroport de Kinshasa, pour avoir simplement tenté d'entrer en possession des droits que les juridictions de la République démocratique du Congo lui ont reconnus.

Première partie. Les éléments de fait

LES CRÉANCES RÉCLAMÉES

A. Créances contre l'Etat congolais

1) Traités impayés

Attendu que M. Diallo Ahmadou Sadio, établi au Zaïre à partir de l'année 1964, a créé avec un capital de 500 000 dollars des Etats-Unis une société commerciale dénommée Africom-Zaïre;

Qu'Africom-Zaïre, de par sa crédibilité et sa compétitivité, s'est imposée comme un des fournisseurs de l'Etat;

Qu'au second semestre 1986, en exécution de la commande 002/RENAPI/86, la société Africom-Zaïre a fourni à l'Etat congolais des papiers listing et diverses fournitures de bureaux;

Que le ministre des finances, du budget et du portefeuille a souscrit au paiement de cette livraison par traités étalés sur le calendrier ci-après :

31 octobre 1986	Z 5 000 000
30 novembre 1986	Z 5 000 000
31 décembre 1986	Z 5 000 000
31 janvier 1987	Z 5 000 000
28 février 1987	Z 5 000 000
31 mars 1987	Z 3 382 872,70

soit un total de Z 28 382 872,70;

Que ces traités sont restées jusqu'à ce jour impayés à la société Africom-Zaïre en dépit de multiples relances amiables;

Attendu que la société Africom-Zaïre n'a pas pour autant rompu ses rapports commerciaux avec la République démocratique du Congo dans le respect du principe de continuité du service public dans l'Etat hôte;

Qu'en raison de l'accumulation des créances d'Africom-Zaïre sur le trésor public, le département des finances a accepté, en date du 13 novembre 1987, cinq traités de remboursement dont les références suivent :

N°	Echéance	Montant (en Z)
019/87	13-1-1988	17 800 000
020/87	13-2-1988	28 400 000
021/87	13-3-1988	32 500 000
022/87	13-4-1988	50 000 000
023/87	13-5-1988	50 000 000

soit un total de 178 700 000 Z;

Kengo Wa Dondo then threatened Camair with the closure of their offices in Kinshasa if they refused to accept this “undesirable passenger” [*passager encombrant*]. An undated refusal-of-entry form was then completed at the airport, with the result that, with the assistance of a ticket purchased by Zaire Shell, Mr. Ahmadou Sadio Diallo was thereupon despatched to Conakry via Abidjan with only the clothes that he stood up in.

Thus it was that, after 32 years in the country, Mr. Diallo was “refused entry” as if he were some illegal immigrant who had just stepped off the aircraft at Kinshasa airport — simply for seeking to assert the rights recognized to him by the courts of the Democratic Republic of the Congo.

Part One. The Facts

SUMS CLAIMED

A. Claims against the Congolese State

(1) Outstanding instalment payments

Whereas Mr. Diallo Ahmadou Sadio, having settled in Zaire at the beginning of the year 1964, founded a trading company called Africom-Zaire, with a capital of US\$500,000;

Whereas, as a result of its high reputation and competitive terms, Africom-Zaire succeeded in becoming an official State supplier;

Whereas in the second half of 1986, in performance of order 002/RENAPI/86, Africom-Zaire supplied to the Congolese State a quantity of listing paper, together with various office supplies;

Whereas the Minister of Finance agreed that these should be paid for by instalments, in accordance with the following schedule:

31 October 1986	Z 5,000,000
30 November 1986	Z 5,000,000
31 December 1986	Z 5,000,000
31 January 1987	Z 5,000,000
28 February 1987	Z 5,000,000
31 March 1987	Z 3,382,872.70

that is to say, a total of Z 28,382,872.70;

Whereas to this day not a single payment has been received by Africom-Zaire, in spite of repeated reminders;

Whereas, however, Africom-Zaire, respectful of the principle of continuity of public service in the host State, has never broken off commercial relations with the Democratic Republic of the Congo;

Whereas, in view of the accumulation of the debt owed to Africom-Zaire by the public treasury, on 13 November 1987 the Department of Finance agreed to its rescheduling in five instalments as follows:

No.	Due Date	Amount (in Zaire)
019/87	13.1.1988	17,800,000
020/87	13.2.1988	28,400,000
021/87	13.3.1988	32,500,000
022/87	13.4.1988	50,000,000
023/87	13.5.1988	50,000,000

that is to say, a total of Z 178,700,000;

Que ces traites sont, à leur tour, restées jusqu'à ce jour impayées;

Que toutes les tentatives de relance sont restées infructueuses, y compris la requête d'Africom-Zaïre transmise au président de la République du Congo par lettre n° AFC/IN/017/87;

Qu'au total, donc, la République démocratique du Congo reste devoir à M. Ahmadou Sadio Diallo, au titre des traites impayées, la somme globale de 207 082 872,70 Z (valeur 1987);

2) Investissements sur le bateau porte-conteneurs

Attendu que dans le but d'accroître les performances de son entreprise Africacontainers, le sieur Ahmadou Sadio Diallo a initié en 1986 un projet d'acquisition d'un bateau porte-conteneurs d'une capacité de charge de cinquante-six conteneurs;

Que ce bateau porte-conteneurs devrait relier Kinshasa à Ilebo en transportant à l'aller les lubrifiants des compagnies pétrolières installées au Zaïre et au retour les minerais de la Gécamines (cuivre);

Qu'un tel investissement d'extension-diversification d'un montant global de 528 086 000 Z a été agréé par l'Etat congolais par arrêté interdépartemental n° CAB/PLAN/0144 du 31 décembre 1987;

Que l'article 5 dudit arrêté dispose que l'Etat congolais garantit aux investisseurs étrangers le transfert de leurs revenus et une indemnité en cas d'expropriation;

Que le projet d'investissement du bateau porte-conteneurs devait être financé selon les modalités suivantes:

- crédit Sofide: 316 852 000 Z (valeur 1987);
- autofinancement Africacontainers: 211 234 000 Z (valeur 1985).

Que l'intégralité de ce fonds d'autofinancement n'étant pas réunie la Sofide a posé, comme condition de libération de sa part de l'investissement, la production par l'Etat congolais d'un calendrier de versement des arriérés sur les créances d'Africacontainers;

Que c'est ainsi que le sieur Ahmadou Sadio Diallo a réussi à obtenir de cet Etat un engagement d'apurement de ses dettes à l'égard d'Africacontainers en cinq traites allant du 13 janvier 1988 au 13 avril 1998;

Qu'un tel engagement signé du commissaire d'Etat délégué aux finances n'a jamais été honoré;

Attendu que ce comportement arbitraire et vexatoire de l'Etat congolais a empêché M. Ahmadou Sadio Diallo d'entrer en possession de son dû et a gravement porté atteinte à ses affaires en causant l'échec du projet d'investissement du bateau porte-conteneurs;

Qu'en témoignage de leur indignation face à ce scandale juridico-financier, les cadres congolais d'Africacontainers ont évalué dans un document les recettes qu'aurait réalisées cette entreprise de 1990 à 1998 si le projet avait vu le jour;

Que ce document, basé sur le code des investissements congolais, évalue le manque à gagner subi par le sieur Ahmadou Sadio Diallo à un montant de 12 322 052 951,15 dollars;

Whereas these rescheduled amounts have likewise not been paid;

Whereas all attempts to obtain payment failed, including a request by Africom-Zaire addressed to the President of the Republic of the Congo under cover of letter No. AFC/IN/017/87;

Whereas the Democratic Republic of the Congo thus remains in debt to Mr. Diallo, on account of outstanding instalment payments, in a total amount of Z 207,082,872.70 (1987 value);

(2) Investment in a container ship

Whereas, with a view to increasing the capacity of his company Africacontainers, in 1986 Mr. Diallo initiated a project for the acquisition of a container ship capable of carrying up to 56 containers;

Whereas it was intended that this vessel should operate between Kinshasa and Ilebo, carrying on the outward journey lubricating products for the local oil companies and on the return journey copper ore for Gécamines;

Whereas the investment for this extension and diversification of Africacontainers' operations amounted to a total of Z 528,086,000, and was approved by the Congolese State by Interdepartmental Decree No. CAB/PLAN/0144 of 31 December 1987;

Whereas Article 5 of that Decree provides that the Congolese State guarantees to foreign investors the right to export their earnings, and compensation in the event of expropriation;

Whereas the project was to be financed in the following manner:

- loan from Sofide: Z 316,852,000 (1987 value);
- contribution from Africacontainers' own resources: Z 211,234,000 (1985 value);

Whereas, when Africacontainers was unable to provide the full amount of its contribution, Sofide made it a condition of the release of its share of the investment funds that the Congolese State should draw up a schedule for the payment of its arrears of debt to Africacontainers;

Whereas in this way Mr. Diallo succeeded in obtaining from the State an undertaking to settle its debts to Africacontainers in five instalments running from 13 January 1988 to 13 April 1998;

Whereas this undertaking, signed by the Secretary of State for Finance [Commissaire d'Etat Délégué aux Finances], was never honoured;

Whereas this arbitrary and vexatious conduct on the part of the Congolese State prevented Mr. Diallo from obtaining possession of what was rightfully his and seriously damaged his business by causing the investment project for the container vessel to fail;

Whereas, as a mark of their indignation at this legal/financial scandal, the Congolese executives of Africacontainers prepared an estimate of the earnings that the company would have achieved between 1990 and 1998 if the project had succeeded;

Whereas this document, based on the Congolese investment code, evaluates the loss of earnings suffered by Mr. Diallo at a total amount of US\$12,322,052,951.15;

3) Créances contre l'Onatra

Attendu que l'Onatra et la Gécamines ont frauduleusement convenu de déplacer les containers d'Africacontainers de Kinshasa à Matadi;

Que l'Onatra se servait des containers d'Africacontainers à son insu pour décongestionner le port de Kinshasa en transportant les marchandises de ses clients vers Matadi;

Qu'informée de ce trafic clandestin Africacontainers a saisi l'Onatra d'une protestation et d'une demande de paiement de l'utilisation des containers;

Qu'un protocole d'accord a été par suite signé sur la base du nombre de quarante containers que l'Onatra déclare avoir frauduleusement utilisés;

Que cependant Africacontainers allait découvrir que l'Onatra a utilisé plus de quatre cent quatre-vingts de ses containers de 1986 à 1989;

Que dénonçant le précédent protocole d'accord pour dol de l'Onatra, Africacontainers allait procéder à une nouvelle évaluation du montant que l'Onatra lui doit réellement au montant de 42 544 281 250 Z soit 40 000 000 de dollars;

Que ce montant est dûment attesté par l'Association nationale des employeurs du Zaïre (ANEZA) vexée par l'énorme fraude perpétrée par l'Onatra;

Que cependant ce montant n'a jusqu'à ce jour pas été payé par l'Onatra à Africacontainers en dépit de multiples relances amiables;

Attendu en outre que l'Onatra a, depuis 1986, utilisé à l'insu d'Africacontainers deux de ses containers comme wagons sur le trajet Kinshasa-Matadi;

Qu'après constat de la disparition prolongée de ses deux containers du mouvement du parc Africacontainers les a réclamés à l'Onatra;

Que suite à cette réclamation l'Onatra a formellement reconnu, par la voix de son président, la perte des deux containers réclamés puis s'est engagée à les remplacer et à indemniser Africacontainers à hauteur du manque à gagner que le chômage continu de ces containers lui a causé;

Qu'il y a lieu de rappeler qu'aux termes du contrat tripartite chaque container effectue un aller-retour dans un espace de temps de trois jours moyennant une rémunération de 1200 dollars;

Que c'est donc sur cette base que l'indemnité due par l'Onatra à Africacontainers doit être calculée concernant les deux containers sur la durée allant de 1986 au jour de la décision définitive de la Cour;

B. Créances contractuelles

1) Créances contre la société générale des carrières et des mines (Gécamines)

Attendu que le 13 juillet 1983 a été signé à Kinshasa un contrat tripartite de transport entre Africacontainers, Zaïre Fina, Zaïre Mobil Oil et la Gécamines;

Qu'aux termes de l'article premier dudit contrat Africacontainers assure le chargement en containers des produits lubrifiants de Zaïre Mobil Oil et Zaïre Fina à partir de leurs installations puis leur acheminement vers le port public de l'Onatra à Kinshasa en destination du Shaba;

(3) Claims against Onatra

Whereas Onatra and Gécamines unlawfully agreed to move containers belonging to Africacontainers from Kinshasa to Matadi;

Whereas Onatra used the containers belonging to Africacontainers without the latter's knowledge to ease the congestion in the port of Kinshasa by transporting its customers' goods to Matadi;

Whereas, when informed of this clandestine operation, Africacontainers made a formal protest to Onatra and sent it a demand for payment for the use of its containers;

Whereas a memorandum of agreement was signed on the basis of the 40 containers that Onatra stated to have been wrongfully using;

Whereas, however, Africacontainers subsequently discovered that between 1986 and 1989 Onatra had used more than 480 of its containers;

Whereas, having repudiated the previous memorandum of agreement on account of Onatra's deliberate misrepresentation, Africacontainers then recalculated the amount actually owed to it by Onatra, arriving at a figure of Z 42,544,281,250, or US\$40,000,000;

Whereas this amount was formally certified by the Zaire national employers' federation [Association Nationale des Employeurs du Zaïre (ANEZA)], who were extremely upset at this major fraud perpetrated by Onatra;

Whereas, however, to date none of this amount has been paid to Africacontainers by Onatra, in spite of numerous reminders;

Whereas, moreover, since 1986, unknown to Africacontainers, Onatra had been using two of its containers as wagons to carry goods between Kinshasa and Matadi;

Whereas, on discovering that two of its containers had disappeared, Africacontainers sought to recover them from Onatra;

Whereas, in response to Africacontainers' request, Onatra formally acknowledged, through its Chairman, the loss of the two containers claimed and undertook to replace them and to compensate Africacontainers in an amount equal to the loss of earnings that the absence of these containers had caused it;

Whereas it should be recalled, that under the terms of the tripartite agreement, each container made an outward and return journey every three days, earning an average of US\$1,200 per trip;

Whereas it is accordingly on this basis that the amount of the compensation due from Onatra to Africacontainers in respect of the two containers must be calculated for the period from 1986 until the date of a final decision by the Court;

*B. Contractual Claims**1. Claims against the Société Générale des Carrières et des Mines (Gécamines)*

Whereas on 13 July 1983 a tripartite transport agreement was signed at Kinshasa between Africacontainers, Zaire Fina, Zaire Mobil Oil and Gécamines;

Whereas Article 1 of that contract provided that Africacontainers was to load and carry by container lubricating products of Zaire Mobil Oil and Zaire Fina from those companies' plants to the Onatra public port facilities at Kinshasa, for their onward transport to Shaba;

Que les containers, une fois arrivés au Shaba et vidés, sont chargés en retour de produits miniers Gécamines à l'exportation;

Qu'en contrepartie de ces prestations Africacontainers devait recevoir de Zaïre Finca et Zaïre Mobil Oil 6000 Z par container pour le transport aller de leurs produits de Kinshasa au Shaba (*N.D.L.R.* : 6000 Z en 1982 = 1200 dollars des Etats-Unis);

Qu'au retour la Gécamines loue les containers à 5800 Z par container pour transporter ses produits au départ du Shaba pour Kinshasa;

Que dans le respect de ses engagements contractuels la société Africacontainers a transporté les produits de la Gécamines dans les termes convenus de la date de signature du contrat à ce jour;

Que cependant la Gécamines n'a cessé de violer son obligation fondamentale stipulée par l'article 10.II.a. du contrat en ces termes:

«Gécamines réglera les factures à lui adressées par le transitaire [*N.D.L.R.* : Africacontainers] au compte bancaire indiqué dans les trente jours ouvrables suivant leur réception»;

Attendu que, dans l'irrespect de cette clause contractuelle, la Gécamines a accumulé d'importants arriérés de paiement à l'endroit de la société Africacontainers;

Que c'est ainsi que, pour lui rappeler ses engagements débiteurs et l'amener à payer, Africacontainers a fait parvenir à la Gécamines la note de débit n° 059/AFC/DG/95 du 28 juin 1995 d'un montant de 7 708 642 033,82 dollars;

Que cette note de débit dûment réceptionnée en date du 3 octobre 1995 n'a connu aucune suite;

Qu'en sus du non-paiement la Gécamines, en violation du contrat, a utilisé les containers d'Africacontainers à son insu dans des rotations sur le trajet Kinshasa-Matadi (352 km) de 1985 à 1989;

Qu'après découverte de cette fraude, du reste dénoncée par le directeur de la division import-export de la Gécamines, la société Africacontainers a aussitôt réagi;

Que ladite société a expédié à sa cocontractante la note de débit n° 060/AFC/DG/95 facturant les quatre cent soixante-treize containers utilisés par la Gécamines sur le trajet Kinshasa-Matadi;

Que cette note de débit d'un montant de 3 588 487 281 dollars a été dûment réceptionnée par la Gécamines qui ne l'a jusqu'à ce jour jamais honorée;

Que le même sort a été réservé à la note de débit n° 061/AFC/DG/95 du 24 juillet 1995 relative au renvoi à vide par la Gécamines Luilu des containers d'Africacontainers;

Que le contrat dispose pourtant de manière non équivoque que, chargés ou vides, les containers d'Africacontainers sont facturés à la Gécamines au retour du Shaba;

Attendu en outre que, dans l'irrespect de l'esprit du contrat de transport, la Gécamines a confisqué vingt-huit containers d'Africacontainers aux fins de stockage de ses produits dans ses installations de Luilu;

Qu'au regard du rendement d'un container par unité de temps Africacontainers a préparé et expédié la note de débit n° 062/AFC/DG/95 du 24 juillet 1995

Whereas, on their arrival in Shaba, the containers would be emptied and loaded for the return journey with Gécamines mineral ores intended for export;

Whereas, in payment for these services, Africacontainers would receive from Zaire Fina and Zaire Mobil Oil Z 6,000 per container for the outward carriage of their products from Kinshasa to Shaba (Z 6,000 in 1982 = US\$1,200);

Whereas, for the return journey from Shaba to Kinshasa, Gécamines would pay Z 5,800 per container for the carriage of its products;

Whereas, in performance of its contractual obligations, Africacontainers has been carrying Gécamines products on the agreed terms from the date of signature of the agreement up to the present time;

Whereas, however, Gécamines has consistently been in breach of its basic obligation as laid down by Article 10.II.a. of the contract in the following terms:

“Gécamines shall, within 30 working days of their receipt, pay into the bank account indicated the amounts of the invoices rendered to it by the carrier [i.e., Africacontainers]”;

Whereas, in breach of this obligation, Gécamines has accumulated substantial arrears of payment;

Whereas, in order to remind Gécamines of its debt and to induce it to make payment, Africacontainers sent Gécamines debit note No. 059/AFC/DG/95 of 28 June 1995, showing a total amount due of US\$7,708,642,033.82;

Whereas this note, which was duly received on 3 October 1995, met with no response;

Whereas, in addition to its non-payment, from 1985 to 1989 Gécamines, in breach of the agreement and without Africacontainers' knowledge, used the latter's containers on a rotational basis for carriage between Kinshasa and Matadi (352 km);

Whereas Africacontainers' response on discovering this wrongful conduct — which was, moreover, the subject of protests by Gécamines' own head of import-export — was immediate;

Whereas the company sent Gécamines debit note No. 060/AFC/DG/95, invoicing it for the 473 containers used by the latter for carriage between Kinshasa and Matadi;

Whereas Gécamines duly received this debit note, which was for an amount of US\$3,588,487,281, but to date has not paid it;

Whereas the same has occurred in the case of debit note No. 061/AFC/DG/95 of 24 July 1995 in respect of the empty return by Gécamines Luilu of containers belonging to Africacontainers;

Whereas, however, the agreement clearly provides that Gécamines is to be invoiced in respect of the return journey of containers from Shaba, whether loaded or empty;

Whereas, moreover, in breach of the spirit of the agreement, Gécamines confiscated 28 of Africacontainers' containers and used them for storing products at its Luilu plant;

Whereas, having calculated the earnings of a container on a time-basis, Africacontainers invoiced Gécamines with debit note No. 062/AFC/DG/95

relative au chômage de vingt-huit containers dans les installations de la Gécamines à Luilu;

Que cette note de débit d'un montant de 786 387,20 dollars a été réceptionnée par la Gécamines le 3 octobre 1995 mais n'a jusqu'à ce jour connu de régularisation;

Attendu que le dépôt continu des containers d'Africacontainers dans les installations de Luilu a occasionné la disparition de vingt containers;

Qu'après constat de cette disparition leur propriétaire a expédié à la Gécamines qui en a accusé réception la note de débit n° 063/AFC/DG/95 du 24 juillet 1995 relative à la perte de vingt containers AFC dans les installations de la Gécamines;

Que, se repliant toujours derrière son inaction vexatoire, la Gécamines a laissé lettre morte cette note de débit d'un montant de 523 852 769,65 dollars;

Qu'à ces notes de débit impayées il convient d'abord d'adjoindre la note de débit n° 064/AFC/DG/95 relative à la régularisation des factures adressées à la Gécamines de 1983 à 1990 d'un montant global de 2 549 965 784,21 dollars;

Qu'il y a ensuite lieu d'y ajouter les six factures transmises à la Gécamines et réceptionnées le 28 novembre 1995 s'élevant à la somme de 44 520 dollars;

Qu'au total, donc, la Gécamines reste devoir à Africacontainers au titre d'arriérés de paiement le montant global de 14 643 965 306,45 dollars des Etats-Unis;

Que ce montant, qui n'a jamais été contesté par la débitrice en dépit de la réception de toutes les notes de débit avec calculs détaillés à l'appui et de la tenue de multiples rencontres avec les responsables d'Africacontainers, est resté en souffrance jusqu'à l'expulsion du directeur général d'Africacontainers;

2) Créances contre Zaïre Fina

Attendu que la société Zaïre Fina a manifesté, par sa signature, sa volonté d'être partie à la convention tripartite du 13 juillet 1983 liant Africacontainers à la Gécamines d'une part et à Zaïre Mobil Oil et à Zaïre Fina de l'autre;

Qu'aux termes de l'article 1.02 du contrat susvisé, la société Africacontainers a la charge de charger et d'acheminer les produits pétroliers de Zaïre Fina et de Zaïre Mobil Oil jusqu'à leur remise au transporteur fluvial;

Qu'en contrepartie de ses prestations la société Africacontainers doit être rétribuée par ses cocontractants à hauteur de 6000 Z par container et par voyage augmentés des débours transporteur;

Que cependant la société Zaïre Fina, dans l'irrespect des modalités de paiement, a accumulé un important débit vis-à-vis d'Africacontainers;

Que c'est ainsi qu'Africacontainers lui a fait parvenir la note de débit n° 068/AFC/DG/95 du 20 octobre 1995 estimant sa dette à 2 604 479 706,56 dollars des Etats-Unis;

Que cette note de débit réceptionnée par la société Zaïre Fina en date du 14 janvier 1995 n'a suscité de sa part une réaction ni de contestation ni d'apurement de sa dette;

3) Créances contre Zaïre Mobil Oil

Attendu qu'en date du 1^{er} octobre 1980, la société Zaïre Mobil Oil et la société Africacontainers ont signé un contrat de transport aux termes duquel

of 24 July 1995 in respect of the 28 containers held by Gécamines at its Luilu plant;

Whereas this debit note in an amount of US\$786,387.20 was duly received by Gécamines on 3 October 1995, but it has never been paid;

Whereas in the course of their detention at the Luilu plant 20 of the containers disappeared;

Whereas, on discovering this disappearance, Africacontainers sent Gécamines debit note No. 063/AFC/DG/95 of 24 July 1995 — receipt of which was duly acknowledged — in respect of the loss of 20 AFC containers at the Gécamines plant;

Whereas, persisting in its vexatious conduct, Gécamines took no action either on this debit note, which was for an amount of US\$523,852,769.65;

Whereas to these unpaid debit notes there must be added debit note No. 064/AFC/DG/95, which was an adjustment account in respect of the invoices sent to Gécamines between 1983 and 1990, in a total amount of US\$2,549,965,784.21;

Whereas to this total must be further added six invoices received by Gécamines on 28 November 1995, totalling US\$44,520;

Whereas, therefore, the total amount owed by Gécamines to Africacontainers on account of arrears of payment comes to US\$14,643,965,306.45;

Whereas, notwithstanding its receipt of all the debit notes, which were supported by detailed calculations, and the many meetings held with the executives of Africacontainers, this amount — which was never disputed by the debtor — remained outstanding until the expulsion of the chief executive of Africacontainers;

(2) Claims against Zaire Fina

Whereas the company Zaire Fina demonstrated by its signature its willingness to be a party to the tripartite agreement of 13 July 1983 between, on the one hand, Africacontainers and Gécamines and, on the other, Africacontainers and Zaire Mobil Oil and Zaire Fina;

Whereas under Article 1.02 of that agreement Africacontainers was responsible for loading and carrying petroleum products of Zaire Fina and Zaire Mobil Oil and delivering them for their onward carriage by river;

Whereas, in return for its services, Africacontainers was to be remunerated by the other contracting parties at the rate of Z 6,000 per container per voyage, plus transport costs;

Whereas, however, Zaire Fina, in breach of the stipulated terms of payment, accumulated a substantial debt vis-à-vis Africacontainers;

Whereas Africacontainers accordingly sent it debit note No. 068/AFC/DG/95 of 20 October 1995, evaluating the amount owed at US\$2,604,479,706.56;

Whereas this debit note, which was received by Zaire Fina on 14 January 1995, produced no response; it was not disputed, nor was there any attempt to pay the debt;

(3) Claims against Zaire Mobil Oil

Whereas on 1 October 1980 Zaire Mobil Oil and Africacontainers signed a transport contract giving Africacontainers the exclusive right to transport the

Africacontainers se charge avec bénéfice de l'exclusivité du transport et de la livraison des produits de Zaïre Mobil Oil à sa clientèle installée à l'intérieur du pays, principalement au Shaba ;

Que ce contrat toujours en vigueur stipule que Zaïre Mobil Oil doit chaque mois remplir de ses produits vingt containers d'Africacontainers ou, à défaut, payer 1200 dollars par container en chômage jusqu'à concurrence de ce nombre de vingt (cf. article 4.04 du contrat);

Qu'en sus de ce contrat la société Zaïre Mobil Oil est venue intégrer le contrat tripartite du 13 juillet 1983 dans les conditions et modalités sus-décrites;

Que, comme la société Zaïre Fina, Zaïre Mobil Oil a violé ledit contrat par l'accumulation d'importants arriérés de paiement à l'endroit du transporteur Africacontainers;

Qu'évaluant ces arriérés Africacontainers a fait parvenir à Zaïre Mobil Oil en date du 2 novembre 1995 la note de débit n° 069/AFC/DG/95 du 20 octobre 1995 s'élevant à un montant de 1 680 626 994,67 dollars des Etats-Unis;

Que ce montant dûment calculé et nullement contesté reste jusqu'à ce jour au débit de Zaïre Mobil Oil;

4) Créances contre Zaïre Shell

Attendu que, par un avenant n° 1 au contrat de transport signé le 13 juillet 1983, la société Zaïre Shell est devenue partie audit contrat au même titre que les autres, avec les mêmes engagements que Zaïre Fina et Zaïre Mobil Oil vis-à-vis de la Gécamines et d'Africacontainers;

Que ledit avenant n° 1 a été signé par toutes les parties contractantes en date du 4 août 1983;

Que, malheureusement, l'exécution du contrat a été entachée de concurrence déloyale par Zaïre Shell qui, en violation de ses engagements vis-à-vis d'Africacontainers, a acheté ses propres containers et procédé au transport de ses produits par l'intermédiaire de personnes autres que les employés d'Africacontainers;

Que cette attitude frauduleuse allait occasionner la condamnation judiciaire de Zaïre Shell (cf. ci-dessous «C. Créances nées de décisions judiciaires»);

Qu'avant cette condamnation Zaïre Shell a accumulé vis-à-vis d'Africacontainers d'importants passifs nés de l'irrespect de ses obligations de paiement;

Que ces passifs sont évalués à un montant de 13 106 704,39 dollars des Etats-Unis par une note de débit réceptionnée par Zaïre Shell en date du 17 mars 1994;

Qu'en réaction Zaïre Shell a formellement reconnu ce montant par lettre en confirmant par le solde fournisseur n° 4000.036 que son débit vis-à-vis d'Africacontainers au 31 décembre 1993 s'élève à 13 106 704,39 dollars;

Qu'il y a lieu de rappeler qu'avant l'intervention du contrat tripartite un contrat de 1981 accordait l'exclusivité du transport des produits de Zaïre Shell à Africacontainers;

C. Créances nées de décisions judiciaires

Attendu que le sieur Ahmadou Sadio Diallo est détenteur de créances liquides, certaines et exigibles nées de condamnations par des décisions de justice définitives;

products of Zaire Mobil Oil and deliver them to its customers in the interior of the country, principally in Shaba;

Whereas this contract, which is still in force, provides that each month Zaire Mobil Oil must fill 20 containers of Africacontainers with its products or, if it fails to do so, pay US\$1,200 for every such container not used (see Article 4.04 of the contract);

Whereas, in addition to this contract, Zaire Mobil Oil became a party to the tripartite agreement of 13 July 1983 on the terms and conditions described above;

Whereas, in breach of that agreement, Zaire Fina and Zaire Mobil Oil accumulated substantial arrears of payment due to the carrier Africacontainers;

Whereas on 2 November 1995 Africacontainers, having calculated the amount of these arrears, sent Zaire Mobil Oil debit note No. 069/AFC/DG/95 of 20 October 1995 showing a total amount due of US\$1,680,626,994.67;

Whereas this amount, having been properly calculated and never disputed, remains to this day unpaid by Zaire Mobil Oil;

(4) Claims against Zaire Shell

Whereas, by supplementary agreement No. 1 to the agreement signed on 13 July 1983, the company Zaire Shell became a party to the said agreement on the same basis as the other parties and with the same obligations as Zaire Fina and Zaire Mobil Oil vis-à-vis Gécamines and Africacontainers;

Whereas the said supplementary agreement No. 1 was signed by all the parties on 4 August 1983;

Whereas, unfortunately, performance of this contract was vitiated by unfair competition on the part of Zaire Shell, who, in breach of its obligations to Africacontainers, purchased its own containers and proceeded to engage in the carriage of its products by persons other than employees of Africacontainers;

Whereas this fraudulent conduct would eventually result in a judicial award against Zaire Shell (see C below, "Claims arising out of Judicial Decisions");

Whereas, prior to that award, Zaire Shell had accumulated substantial debts vis-à-vis Africacontainers as a result of its breach of its payment obligations;

Whereas, in a debit note received by Zaire Shell on 17 March 1994, these debts were assessed at a total of US\$13,106,704.39;

Whereas Zaire Shell replied with a letter formally acknowledging the amount of this debt, confirming by statement [*solde fournisseur*] No. 4000.036 that the total amount owed by it to Africacontainers as at 31 December 1993 was US\$13,106,704.39 (doc. 35);

Whereas it should be recalled that, prior to signature of the tripartite agreement, a contract of 1981 gave Africacontainers exclusive right of carriage in respect of the products of Zaire Shell;

C. Claims arising out of Judicial Decisions

Whereas Mr. Ahmadou Sadio Diallo is entitled to payment of liquidated, certain and legally due amounts arising out of final and binding judicial decisions;

Qu'en effet, par la décision judiciaire RC 63.824 rendue le 3 juin 1995 dans la cause entre la société Africacontainers et la société Zaïre Shell (RH 26.767), le tribunal de grande instance de Kinshasa a condamné Zaïre Shell à verser à Africacontainers la somme de 13 106 704,39 dollars des Etats-Unis en principal et 50 000 dollars en dommages-intérêts;

Que ladite décision non frappée d'appel a fait l'objet d'un début d'exécution par voie d'huissier interrompu par l'arrestation et l'expulsion consécutive de M. Ahmadou Sadio Diallo;

Attendu par ailleurs que la société Zaïre Fina a fait l'objet d'une condamnation à hauteur de 38 000 000 de dollars des Etats-Unis au bénéfice de la société Africacontainers par jugement RC 61.538 rendu le 12 août 1993 par le tribunal de grande instance de Kinshasa/Gombe;

Qu'une telle décision également n'a pu être exécutée;

Attendu que ce même tribunal prononça en date du 24 août 1993 sous le RC 61.320 la condamnation de la société Plantations Lever au Zaïre (PLZ) à payer à la société Africom-Zaïre la somme de 32 364 225,50 dollars des Etats-Unis;

Qu'en ce qui concerne la Gécamines elle n'a pas été condamnée pour avoir proposé, au vu de la sommation en paiement à elle servie le 5 février 1996, le règlement amiable à sa créancière Africacontainers;

Attendu qu'en violation des stipulations du contrat du 13 juillet 1983, Zaïre Shell, Zaïre Mobil Oil et Zaïre Fina ont fabriqué un faux avenant à l'insu d'Africacontainers;

Que sur plainte de celle-ci les dirigeants desdites sociétés pétrolières ont été soumis à un interrogatoire pour faux et usage de faux à travers un projustitia du 29 mai 1992;

Que dans ce projustitia lesdits dirigeants ont reconnu, signatures à l'appui, leurs fraudes dommageables à leur concontractante Africacontainers, faisant ainsi, et de manière non équivoque, un aveu judiciaire;

D. Créances diverses

Attendu que la société Alpha et Omega (société de commerce général) a émis le 5 août 1993, en apurement d'une dette, au profit d'Africacontainers un chèque barré retirable à la Banque zaïroise du commerce extérieur d'une valeur de 14 000 000 000 Z;

Que la société Africacontainers a bloqué le montant et a remis le chèque pour endossement à sa banque, la Citibank Zaïre;

Que, cependant, la Citibank Zaïre, en représailles de la plainte pour escroquerie de M. Ahmadou Sadio Diallo contre le directeur général de la Citibank Paris, a refusé de créditer le compte n° 821 165 7090-64-00 ouvert par Africacontainers dans ses livres de ce montant de 14 000 000 000 Z;

Que ce montant reste donc jusqu'à ce jour une créance liquide, certaine et exigible d'Africacontainers à l'égard de la Citibank Zaïre;

Qu'en sus de cette créance l'expulsion illégale de M. Ahmadou Sadio Diallo l'a privé d'actifs non valorisés qui se présentent comme suit:

143 containers Delmas
200 containers MAC
200 containers ICCU
7 camions tracteurs

Whereas, by decision RC 63.824 rendered on 3 June 1995 in the case between Africacontainers and Zaire Shell (RH 26.767), the Kinshasa Tribunal de Grande Instance ordered Zaire Shell to pay Africacontainers the sum of US\$13,106,704.39 in respect of the principal amount plus interest of US\$50,000;

Whereas enforcement by the bailiff of this decision, which had been upheld on appeal, was interrupted by the arrest and subsequent expulsion of Mr. Diallo;

Whereas, further, by Judgment RC 61.538 rendered on 12 August 1993 by the Kinshasa/Gombe Tribunal de Grande Instance, Zaire Fina was ordered to pay to Africacontainers the sum of US\$38,000,000;

Whereas this decision could also not be enforced;

Whereas on 24 August 1993 the same Tribunal rendered Judgment RC 61.320, ordering the company Plantations Lever of Zaire (PLZ) to pay Africom-Zaire the sum of US\$32,364,225.50;

Whereas no judicial award was made against Gécamines, since, following service on it on 5 February 1996 of a writ for payment, it agreed to a settlement with Africacontainers;

Whereas, in breach of the terms of the agreement of 13 July 1983, Zaire Shell, Zaire Mobil Oil and Zaire Fina, without the knowledge of Africacontainers, prepared a forged supplementary agreement;

Whereas, following a complaint by Africacontainers, the directors of the above oil companies attended a formal examination [*pro justitia*] held on 29 May 1992, where they were questioned with regard to charges of forgery and use of forged documents;

Whereas at this examination the said directors signed documents acknowledging that they had acted fraudulently to the detriment of their fellow contracting party, Africacontainers — a clear legal confession;

D. Miscellaneous Claims

Whereas on 5 August 1993 the company Alpha and Omega (a general trading company) issued in favour of Africacontainers, in settlement of a debt, a crossed cheque drawn on the Banque Zaïroise du Commerce Extérieur in an amount of Z 14,000,000,000;

Whereas, having blocked the funds, Africacontainers passed the cheque to its bank, Citibank Zaire, for endorsement;

Whereas, however, Citibank Zaire, in reprisal for a complaint of embezzlement lodged by Mr. Diallo against the chief executive of Citibank Paris, refused to credit the account No. 8211657090-64-00 opened by Africacontainers with this amount of Z 14,000,000,000;

Whereas, therefore, this amount remains to this day a liquidated, certain and legally payable debt due to Africacontainers from Citibank Zaire;

Whereas, in addition to this claim, Mr. Diallo's illegal expulsion deprived him of the following non-monetary assets:

- 143 Delmas containers
- 200 MAC containers
- 200 ICCU containers
- 7 tractor units

10 remorques
 5 élévateurs (3 tonnes)
 5 voitures ML4
 1 équipement Motorola
 1 lot de pièces de rechange accompagnant les équipements
 1 terrain loti 18 ares
 1 villa + bureaux
 matériels bureaux et didactiques
 1 terrain non loti de 8000 m²
 1 terrain situé à Binza
 1 voiture de direction CX Prestige blindée
 1 lot d'équipement divers et meubles à l'appartement Bld 30-Juin, n° 20,
 9^e étage.

Deuxième partie. Les éléments de droit

I. DE LA RECEVABILITÉ

Attendu que l'article 93, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies dispose que: «Tous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* partie au Statut de la Cour internationale de Justice»;

Que l'article 35 du Statut de la Cour internationale de Justice annexé à la Charte des Nations Unies ajoute: «La Cour est ouverte aux Etats parties au présent Statut»;

Que, partant, la République de Guinée qui a signé et ratifié la Charte des Nations Unies est fondée à saisir la Cour internationale de Justice du présent litige qui l'oppose, du reste, à un Etat Membre des Nations Unies;

Attendu que dans le but de se conformer aux règles de procédure devant la Cour, la République de Guinée a saisi le Greffe de la Haute Juridiction d'une requête rédigée en français, conformément aux articles 39 et 40 de son Statut;

Qu'il plaira donc à la Cour de déclarer la présente requête recevable.

II. LES GARANTIES LÉGALES DES CRÉANCES

Attendu que toutes les créances sus-énumérées sont garanties par l'ordonnance-loi n° 79/027 du 28 septembre 1979 portant code des investissements de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre);

Que ce texte dispose en son article 30 que:

«L'Etat garantit aux investisseurs étrangers le transfert de leur revenu, dans la proportion de leur apport initial en devises étrangères ou en matériel dûment valorisé en devises correspondantes»;

Qu'en cas d'expropriation, comme c'est le cas en l'espèce, l'article 32 du même code renchérit: «Est également transférable, sous réserve des dispositions de l'article 30 ci-dessus, toute indemnité d'expropriation due à un étranger»;

Que, mieux, le projet d'investissement d'Africacontainers relatif à l'acquisition de containers pour assurer le transport de marchandises a été agréé par arrêté interdépartemental n° CAB/CGP/0037/81 du 5 août 1981;

- 10 trailers
- 5 hoists (3 tonnes)
- 5 ML4 vehicles
- 1 Motorola appliance
- spare parts for the above equipment
- 1 subdivided lot of 18 ares
- 1 villa plus offices
- office and teaching equipment
- 1 non-subdivided lot of 8,000 m²
- 1 lot situated at Binza
- 1 armour-plated CX Prestige limousine
- miscellaneous furnishings and appliances at apartment No. 20, 9th floor, Bld 30 June.

Part Two. The Law

I. ADMISSIBILITY

Whereas Article 93, paragraph 1, of the United Nations Charter provides that “all Members of the United Nations are *ipso facto* parties to the Statute of the International Court of Justice”;

Whereas Article 35 of the Statute of the International Court of Justice annexed to the United Nations Charter states that: “the Court shall be open to the States parties to the present Statute”;

Whereas in consequence the Republic of Guinea, which has signed and ratified the United Nations Charter, is entitled to bring the present dispute — in which, moreover, the opposing party is also a member State of the United Nations — before the International Court of Justice;

Whereas, in order to comply with the Court’s procedural rules, the Republic of Guinea has filed with the Court Registry an Application drawn up in French, in accordance with Articles 39 and 40 of the Statute;

May it therefore please the Court to declare the present Application admissible.

II. THE STATUTORY GUARANTEES

Whereas all the sums listed above are guaranteed by Order-Law [Ordonnance-Loi] No. 79/027 of 28 September 1979 establishing the Investment Code of the Democratic Republic of the Congo (formerly known as Zaire);

Whereas Article 30 of this Law provides:

“The State guarantees that foreign investors may export their earnings, in the proportion of their initial investment in foreign currency or in goods and equipment duly valued in such currency”;

Whereas in the event of expropriation, which is the case here, Article 32 of the Code provides: “Any sums due to a foreigner in consequence of expropriation shall also be exportable, subject as provided in Article 30 above”;

Whereas, moreover, the Africacontainers investment project for the acquisition of containers for the carriage of goods was approved by Interdepartmental Order [Arrêté interdépartemental] No. CAB/CGP/0037/81 of 5 August 1981;

Qu'un tel arrêté qui reprend les garanties offertes par les articles 30 et 32 du code des investissements constitue un acte administratif qui lie la République démocratique du Congo au nom du principe «*tu partere legem quam fecisti*»;

Qu'au total, donc, les lois et règlements de la République démocratique du Congo lui dictent de restituer à M. Ahmadou Sadio Diallo les avoirs dont il a été spolié par une expulsion illégale;

Attendu que les décisions de justice définitives intervenues entre les sociétés de M. Ahmadou Sadio Diallo et leurs partenaires constituent des garanties on ne peut plus irréfutables;

Que l'autorité de la chose jugée constitue en effet un principe universellement reconnu;

Attendu qu'au nom du principe de la responsabilité civile est responsable celui qui, par sa faute, cause un dommage à autrui;

Que la République démocratique du Congo, après avoir délivré en date du 4 juillet 1986 à M. Ahmadou Sadio Diallo un visa d'établissement à durée indéterminée l'a expulsé en invoquant comme motif: *séjour irrégulier*;

Que cette mesure ridicule et arbitraire est simplement inspirée par le souci d'écarter M. Ahmadou Sadio Diallo pour l'empêcher d'exécuter les décisions rendues en sa faveur contre certaines entités «intouchables»;

Que de ce point de vue, donc, la République démocratique du Congo endosse toutes les responsabilités relatives au lourd dommage matériel subi par M. Ahmadou Sadio Diallo suite à son expulsion;

Que le principe de la responsabilité civile garantit en définitive la réparation par la République démocratique du Congo du préjudice que sa conduite fautive a fait subir à un étranger aux «*clean hands*».

III. DU BIEN-FONDÉ DE LA PROTECTION DIPLOMATIQUE

Attendu que l'Etat la République démocratique du Congo, au regard des faits sus-décrits, a commis un certain nombre de faits internationaux illicites;

Que le Congo a d'abord violé le principe de traitement des étrangers selon le standard minimum de civilisation;

Qu'il tombe donc sous le coup de la condamnation prononcée par la Cour internationale de Justice à l'endroit de l'Iran dans l'affaire du personnel diplomatique et consulaire américain à Téhéran du 24 mai 1980;

Qu'au regard des multiples conventions internationales relatives à la condition des étrangers et à la libre circulation des biens et des personnes, le Congo peut également être incriminé;

Attendu par ailleurs que la République démocratique du Congo, en détenant M. Ahmadou Sadio Diallo sans jugement et sous aucun chef d'accusation, a violé la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 qu'elle a signée et ratifiée;

Que cette convention internationale et le pacte international relatif aux droits politiques et civils de 1966 qui la prolonge disposent en effet que nul ne peut être arrêté et détenu qu'en cas de violation de la loi dûment établie par une juridiction impartiale qui statue dans le respect de la présomption d'innocence et du droit à la défense;

Qu'en outre, en privant Ahmadou Sadio Diallo de ses biens et de ses énormes

Whereas this Order, which incorporates the guarantees provided by Articles 30 and 32 of the Investment Code, constitutes an administrative act binding upon the Democratic Republic of the Congo by virtue of the principle "tu partere legem quam fecisti";

Whereas it accordingly follows that the laws and regulations of the Democratic Republic of the Congo require it to restore to Mr. Ahmadou Sadio Diallo the property of which he was deprived by his illegal expulsion;

Whereas the final and binding decisions given by the courts in proceedings between Mr. Diallo's companies and their contractual partners constitute the strongest possible evidence of the debts in question;

Whereas the binding force of *res judicata* is a universally recognized principle;

Whereas, under the principle of civil liability, a person who by his wrongful act causes injury to another is responsible for that injury;

Whereas the Democratic Republic of the Congo, having on 4 July 1986 issued Mr. Diallo with a residence permit for an indefinite period, expelled him on the ground of: "Illegal Residence" [*séjour irrégulier*];

Whereas the real reason for this absurd and arbitrary measure was simply a desire to get rid of Mr. Diallo, so as to prevent him from enforcing judicial decisions in his favour against certain "untouchables";

Whereas, therefore, the Democratic Republic of the Congo must bear full responsibility for the heavy financial loss suffered by Mr. Diallo as a result of his expulsion;

Whereas the principle of civil liability clearly establishes that the Democratic Republic of the Congo must make good the loss suffered by a foreigner with "clean hands" as a result of its wrongful action.

III. THE RIGHT TO DIPLOMATIC PROTECTION

Whereas it is clear from the facts described above that the State of Zaire, now the Democratic Republic of the Congo, committed various breaches of international law;

Whereas in the first place the Congo violated the principle that foreign nationals should be treated in accordance with minimum standards of civilization;

Whereas it is therefore caught by the terms of the Judgment rendered by the International Court of Justice on 24 May 1980 against Iran in the case concerning United States diplomatic and consular staff in Tehran;

Whereas the Congo is also in breach of the numerous international agreements concerning the treatment of foreign nationals and the free movement of goods and persons;

Whereas, further, in detaining Mr. Diallo without trial or any form of charge, the Democratic Republic of the Congo violated the Universal Declaration of Human Rights of 10 December 1948, which it has signed and ratified;

Whereas, under this international accord and the International Covenant on Civil and Political Rights of 1966 extending it, no one may be arrested or detained unless proved guilty according to law by an impartial tribunal acting with regard for the presumption of innocence and the rights of the defence;

Whereas, moreover, in depriving Mr. Diallo of his property and his vast

investissements par une expulsion illégale, le Gouvernement congolais a porté atteinte à son droit de propriété qui est reconnu à tout homme comme un droit naturel et imprescriptible par l'article 2 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789;

Que ces différentes violations des droits de l'homme s'analysent comme des atteintes aux normes du *jus cogens*;

Qu'en effet un Etat qui viole les droits de l'homme comme c'est le cas en l'espèce de la République démocratique du Congo porte atteinte à une norme impérative du droit international général, au sens de l'article 53 de la convention de Vienne sur le droit des traités;

Attendu que ces différents faits illicites sont bel et bien imputables à l'Etat congolais;

Que cet Etat a violé la légalité internationale par le biais d'actes administratifs;

Qu'on peut d'abord reprocher à son gouvernement en l'espèce d'avoir failli à son devoir de protection adéquate des étrangers comme ce fut le cas de l'Iran dans l'affaire du personnel diplomatique et consulaire américain à Téhéran de 1980;

Qu'à travers la détention du sieur Ahmadou Sadio Diallo l'administration congolaise peut être incriminée pour exactions contre la personne d'un étranger comme les Etats-Unis l'ont été en 1891 dans l'affaire du lynchage des détenus italiens à la Nouvelle-Orléans;

Qu'ainsi donc l'Etat congolais s'est rendu coupable d'actes juridictionnels illicites (dénier de justice, mauvaise administration de la justice, détention arbitraire, mépris du droit à la défense...);

Attendu que ces différents faits illicites ont causé un dommage réel à M. Ahmadou Sadio Diallo;

Que ce dommage est d'abord moral au regard du fait que ledit sieur a été expulsé de la République démocratique du Congo, après y avoir passé plus de trente-deux ans, dans des conditions qui ressemblent au rapatriement d'un mal-faiteur ou d'un émigré clandestin;

Que l'Etat guinéen a ressenti ce préjudice moral que lui ont causé l'injustice et le traitement inhumain et dégradant infligés à son ressortissant;

Que le dommage est aussi matériel au regard des énormes biens et investissements perdus par Ahmadou Sadio Diallo et partant par la Guinée qui se voit ainsi privée de devises qui auraient pu être injectées dans son secteur productif;

Que le dommage est d'autant plus sérieux que c'est l'Etat congolais lui-même qui s'était engagé par un arrêté interdépartemental de 1987 à protéger les biens et investissements des investisseurs étrangers et à garantir leur rapatriement;

Qu'ici également cet Etat a commis une illégalité en violant les contrats passés avec les étrangers comme ce fut le cas dans l'affaire *El Triunfo* de 1902, la sentence *Aramco* de 1958 et la sentence Dupuy en l'affaire *Texaco* de 1977;

Que dans toutes ces affaires les Etats qui avaient violé les contrats passés avec les investisseurs étrangers ont été condamnés par le juge international;

Attendu que la victime du préjudice dans la présente affaire est une personne privée;

Que cette personne privée qui répond au nom d'Ahmadou Sadio Diallo est née et a grandi en Guinée de parents guinéens;

investments by expelling him illegally, the Congo Government violated his right to property, which Article 2 of the Declaration of the Rights of Man and Citizen of 1789 recognizes as a natural and imprescriptible right of all persons;

Whereas an analysis of these various violations of human rights shows them to be breaches of binding rules of law;

Whereas a State which violates human rights, as is the case here with the Democratic Republic of the Congo, is in breach of a peremptory norm of general international law, within the meaning of Article 53 of the Vienna Convention on the Law of Treaties;

Whereas these various unlawful acts are clearly attributable to the Congolese State;

Whereas that State has violated the rules of international law through its administrative acts;

Whereas, in the first place, the Congolese Government is guilty, like Iran in 1980 in the case concerning United States diplomatic and consular staff in Tehran, of failing in its duty to provide adequate protection for foreign nationals;

Whereas, in detaining and imprisoning Mr. Diallo, the Congolese administration was guilty of oppression of a foreign national, just as the United States was in 1891 in the case concerning the lynching of Italian prisoners in New Orleans;

Whereas the Congolese State has accordingly committed a number of unlawful judicial acts (denial of justice, maladministration of justice, arbitrary detention and arrest, disregard of the rights of the defence, etc.);

Whereas these various unlawful acts caused actual injury and loss to Mr. Diallo;

Whereas the injury suffered by Mr. Diallo was in the first instance moral, in that, after living in the Democratic Republic of the Congo for more than 32 years, he was expelled from that country in circumstances resembling those applicable to the repatriation of a criminal or an illegal immigrant;

Whereas the Guinean State suffered moral injury as a result of the injustice and inhuman and degrading treatment inflicted upon its national;

Whereas the injury suffered was also material, having regard to the vast assets and investments lost by Mr. Diallo, and hence by Guinea, which was thus deprived of sums of hard currency which would otherwise have been available to it for productive domestic investment;

Whereas the injury is aggravated by the fact that the Congolese State itself undertook, through an Interdepartmental Decree of 1987, to protect the assets and investments of foreign investors and to guarantee their repatriation;

Whereas, here too, the Congolese State has committed an unlawful act by breaking contracts concluded with foreign nationals, just as occurred in the *El Triunfo* case of 1902, the *Aramco* award of 1958 and the Dupuy award in the *Texaco* case of 1977;

Whereas, in all these cases, the States having acted in breach of contracts entered into with foreign investors were condemned in an international forum;

Whereas the victim in the present case is a private individual;

Whereas this individual, who answers to the name Ahmadou Sadio Diallo, was born and grew up in Guinea, of Guinean parents;

Que l'Etat guinéen est donc habilité à lui fournir la protection diplomatique contre la République démocratique du Congo;

Attendu qu'en matière de protection diplomatique, comme l'ont rappelé la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire *Mavrommatis* de 1925 et la Cour internationale de Justice dans l'affaire de la *Barcelona Traction* de 1970, c'est l'Etat protecteur qui fait valoir «le droit qu'il a de faire respecter en la personne de ses ressortissants le droit international»;

Qu'ainsi donc c'est le lien de nationalité entre l'Etat et l'individu qui seul donne à l'Etat le droit de protection diplomatique, comme l'a rappelé la Cour permanente de Justice internationale le 23 février 1939 à travers l'affaire du *Chemin de fer Panevezys-Salutiskis*;

Que c'est pourquoi dans l'affaire des propriétés religieuses au Portugal qui opposa la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne au Portugal, ces trois pays ne furent admis par la Cour permanente arbitrale à protéger que leurs nationaux dont les biens avaient été expropriés par le Portugal à l'exclusion des nationaux des pays tiers (sentence du 2 septembre 1920);

Attendu qu'en l'espèce il ne fait aucun doute que le sieur Ahmadou Sadio Diallo est de nationalité guinéenne;

Qu'en étant né en Guinée d'ascendants guinéens il a rempli les conditions posées par le code civil guinéen pour acquérir la nationalité guinéenne;

Que M. Diallo a donc acquis cette nationalité par le biais du *jus sanguini* et n'a jusqu'à ce jour jamais été frappé d'apatridie;

Que ledit sieur peut donc valablement être protégé par la Guinée pour avoir rempli la condition essentielle requise par la Cour internationale de Justice en 1955 dans l'affaire *Nottebohm*, à savoir disposer d'une nationalité effective;

Attendu par ailleurs que M. Ahmadou Sadio Diallo peut avoir acquis la nationalité congolaise du fait de son établissement durable sur le territoire zaïrois par la règle du *jus soli*;

Que, dans ce cas, la double nationalité de M. Diallo ne peut pas empêcher la Guinée de le protéger contre la République démocratique du Congo;

Qu'en effet, depuis l'affaire *Florence Mergé* du 10 juin 1955, la jurisprudence internationale a consacré une évolution en faisant prévaloir la nationalité effective sur la nationalité secondaire en cas de double nationalité;

Que, dans le cas d'espèce, il ne fait aucun doute que la nationalité effective de M. Ahmadou Sadio Diallo c'est la nationalité guinéenne d'autant que la République démocratique du Congo l'a expulsé en Guinée, ce qui illustre qu'il est plus guinéen que congolais;

Que la Guinée le protège de même que les sociétés qu'il a créées et qui lui appartiennent;

Attendu que M. Ahmadou Sadio Diallo remplit, du point de vue de son comportement, toutes les conditions légales pour être protégé diplomatiquement;

Qu'en effet l'individu protégé doit avoir les «mains propres», c'est-à-dire qu'il ne doit pas avoir violé le droit interne de l'Etat auteur du dommage;

Que ce principe dégagé par l'affaire *Ben Tillett* de 1899 qui opposait la Grande-Bretagne à la Belgique a été réitéré dans l'affaire du navire *Virginius* dans laquelle le juge international a accordé des circonstances atténuantes à

Whereas the Guinean State is therefore entitled to provide him with diplomatic protection vis-à-vis the Democratic Republic of the Congo;

Whereas, in relation to diplomatic protection, as the Permanent Court of International Justice recalled in the *Mavrommatis* case of 1925 and the International Court of Justice in the *Barcelona Traction* case of 1970, it is the protector State which invokes “the right to have international law respected in the person of its nationals”;

Whereas it is thus the link of nationality between the State and the individual which alone gives the State the right of diplomatic protection, as the Permanent Court of International Justice recalled on 23 February 1939 in the *Panevezys-Saldutiskis Railway* case;

Whereas it was for this reason that in the case concerning religious property in Portugal, in which France, Spain and Great Britain brought proceedings against Portugal, the Permanent Court of Arbitration held that those three countries were entitled to protect only their own nationals whose property had been expropriated by Portugal and not nationals of other countries (Award of 2 September 1920);

Whereas in the present case there is no doubt that Mr. Ahmadou Sadio Diallo is of Guinean nationality;

Whereas, having been born in Guinea and being of Guinean descent, he has satisfied the requirements under the Guinean Civil Code for the possession of Guinean nationality;

Whereas Mr. Diallo therefore acquired this nationality by virtue of the *jus sanguini* and has never been stateless;

Whereas Mr. Diallo is entitled to be protected by Guinea, since he satisfies the essential requirement laid down by the International Court of Justice in 1955 in the *Nottebohm* case, namely the possession of effective nationality;

Whereas it may be that, as a result of the operation of the *jus soli*, Mr. Diallo has also acquired Congolese nationality by reason of his long standing residence in Zaire;

Whereas in such case the dual nationality of Mr. Diallo does not constitute an impediment which would prevent Guinea from protecting him against the Democratic Republic of the Congo;

Whereas, ever since the *Florence Mergé* case of 10 June 1955, international case-law has enshrined the principle that in cases of dual nationality, effective nationality should prevail over secondary nationality;

Whereas in the present case there can be no doubt that the effective nationality of Mr. Diallo is Guinean, and this is confirmed by the fact that the Democratic Republic of the Congo expelled him to Guinea, which illustrates that he is more Guinean than Congolese;

Whereas Guinea is his protector, and also the protector of the companies which he founded and owns;

Whereas, in terms of conduct, Mr. Diallo satisfies all the legal requirements for diplomatic protection;

Whereas the protected individual must have “clean hands”, that is to say he must not have violated the domestic law of the State responsible for the injury;

Whereas this principle, which was laid down in the *Ben Tillett* case of 1899 between Great Britain and Belgium and confirmed in the case of the *Virginus*, in which the international arbitrator accepted that there were extenuating cir-

l'Espagne du moment que les marins anglais et américains qu'elle a exécutés se livraient à un trafic international illicite;

Qu'en l'espèce M. Ahmadou Sadio Diallo a les «mains propres» dans la mesure où il a laissé derrière lui au Congo un casier judiciaire vide et son expulsion n'a été motivée par aucune conduite illégale;

Que la règle de l'épuisement des recours internes ne peut être opposable à M. Diallo d'autant que sa détention arbitraire et son expulsion immédiate l'ont placé dans l'impossibilité d'intenter des recours internes au Congo;

Qu'à ce niveau la doctrine a réglé le problème à travers la plume du professeur Anzilotti qui indique: «un réclamant, dans un Etat étranger, n'est pas tenu d'épuiser la justice quand il n'y a pas de justice à épuiser»;

Attendu qu'au regard de tout ce qui précède le Congo a commis en la personne d'Ahmadou Sadio Diallo un fait international illicite;

Que ce fait international illicite est imputable sans circonstances atténuantes à cet Etat;

Que ce même fait a causé un préjudice à l'Etat guinéen en la personne de son ressortissant susnommé;

Qu'en conséquence la responsabilité internationale du Congo doit être engagée;

Attendu que la conséquence première de cette responsabilité c'est l'obligation faite à l'Etat congolais de réparer les conséquences dommageables de sa conduite fautive;

Qu'en effet, à partir de l'affaire de l'*Alabama* du 14 septembre 1872, en passant par l'affaire de l'indemnité russe du 11 décembre 1912 jusqu'à l'affaire des biens britanniques au Maroc espagnol du 1^{er} mai 1925, le juge international n'a pas cessé de poser la règle qui suit: «la responsabilité internationale entraîne comme conséquence l'obligation d'accorder une réparation appropriée»;

Qu'en l'espèce, donc, le dommage doit être réparé d'abord par des excuses publiques et officielles que le Gouvernement congolais va présenter à celui guinéen pour avoir infligé un traitement dégradant à un des valeureux et dignes ressortissants de la Guinée;

Que, ce faisant, la République démocratique du Congo aura donné une satisfaction appropriée à la Guinée comme ce fut le cas de la France qui a présenté ses excuses publiques à la Nouvelle-Zélande dans l'affaire du *Rainbow Warrior* suite à l'arbitrage du 30 avril 1990;

Qu'ensuite, conformément à un principe général du droit, les dommages matériels subis par la Guinée en la personne d'Ahmadou Sadio Diallo doivent être réparés par la remise des choses en l'état ou *restitutio in integrum*, c'est-à-dire la remise par le Congo à la victime de toute la fortune dont elle disposait avant l'expulsion;

Qu'à ce sujet la Cour permanente arbitrale dans l'affaire de la réquisition des navires norvégiens par les Etats-Unis d'Amérique du 13 octobre 1922, l'arbitre Dupuy dans sa sentence *Texaco* de 1977 et la Cour permanente de Justice internationale dans sa décision du 13 septembre 1928 s'accordent à juger que: «la juste compensation implique le rétablissement complet du statu quo»;

Qu'en conséquence le Congo doit être condamné à rembourser comme la Libye le fut à l'endroit des investisseurs étrangers du fait des nationalisations

cumstances in Spain's case, since the British and American seamen executed by it were engaged in illegal international trafficking;

Whereas in this case Mr. Diallo has "clean hands", inasmuch as he left the Congo with a clean judicial record and his expulsion was not motivated by illegal conduct on his part;

Whereas the rule of the exhaustion of local remedies cannot be invoked against Mr. Diallo, in view in particular of the fact that his arbitrary arrest and imprisonment and immediate expulsion made it impossible for him to attempt to obtain a domestic legal remedy within the Congo;

Whereas this particular issue was settled by Professor Anzilotti in the following terms: "a claimant in a foreign country is not required to exhaust the local remedy when there is no remedy to exhaust";

Whereas, having regard to all of the foregoing it is clear that the Congo perpetrated upon the person of Mr. Ahmadou Sadio Diallo an act contrary to international law;

Whereas this unlawful act is attributable, without benefit of extenuating circumstances, to that State;

Whereas this same act caused prejudice to the Guinean State in the person of its above-named national;

Whereas the Congo has consequently acted in breach of its State responsibility;

Whereas the primary consequence of that breach of responsibility is an obligation on the part of the Congolese State to make good the damage resulting from its wrongful act;

Whereas there is a constant line of international jurisprudence, running from the *Alabama* case of 14 September 1872, through the Russian indemnity case of 11 December 1912 to the case of British property in Spanish Morocco of 1 May 1925, which states that: "a breach of State responsibility entails a consequent obligation to make appropriate reparation";

Whereas, therefore, the injury must be made good in the first place by an official public apology on the part of the Congolese Government to the Guinean Government for having inflicted degrading treatment upon a worthy and upstanding national of Guinea;

Whereas, in so doing, the Democratic Republic of the Congo will have given appropriate satisfaction to Guinea, just as France did when it made a public apology to New Zealand in the *Rainbow Warrior* case following the arbitration of 30 April 1990;

Whereas, next, in accordance with a general principle of law, the material injury suffered by Guinea in the person of Mr. Diallo must be made good by means of a restoration of affairs to their former State, or *restitutio in integrum*, that is to say the Congo must return to the victim the entire amount of the assets owned by him before his expulsion;

Whereas, in this connection, the Permanent Court of Arbitration, in its decision of 13 October 1922 in the case concerning the requisition of Norwegian ships by the United States of America, arbitrator Dupuy in the *Texaco* award of 1977 and the Permanent Court of International Justice in its Judgment of 13 September 1928, were united in holding that: "fair compensation means restoration in full of the *status quo ante*";

Whereas the Congo must accordingly be ordered to make reimbursement, just as Libya was obliged to compensate foreign investors following nationali-

(sentence Lagergren du 10 octobre 1973 dans l'affaire *BP c. Libye*; sentence Mahmassani du 12 avril 1977 dans l'affaire *LIAMCO c. Libye*);

Qu'il convient de remarquer que, lorsque l'expropriation des investisseurs étrangers est illicite comme c'est le cas en l'espèce, la réparation sera plus élevée si l'on se réfère à l'affaire *Amoco International Finance Corp. c. Islamic Republic of Iran* du 14 juillet 1987;

Qu'au total la réparation due à la Guinée devant couvrir tout le préjudice matériel et moral devra porter sur la perte subie (*damnum emergens*) et sur le manque à gagner (*lucrum cessans*) sans oublier les intérêts sur les sommes allouées à raison des délais entre la survenance du préjudice et sa réparation effective.

PAR CES MOTIFS:

En la forme: Recevoir la présente requête.

Au fond: Ordonner aux autorités de la République démocratique du Congo à présenter des excuses officielles et publiques à l'Etat de Guinée pour les nombreux torts qu'elles lui ont causés en la personne de son ressortissant Ahmadou Sadio Diallo;

Constater le caractère certain, liquide et exigible des créances réclamées;

Constater que ces créances doivent être endossées par l'Etat congolais, conformément aux principes de la responsabilité internationale et de la responsabilité civile;

Condamner l'Etat congolais à verser à l'Etat de Guinée, pour le compte de son ressortissant Diallo Ahmadou Sadio, les sommes de 31 334 685 888,45 dollars des Etats-Unis et 14 207 082 872,7 Z couvrant les préjudices financiers subis par ledit ressortissant;

Verser également à l'Etat de Guinée des dommages-intérêts à hauteur de 15 % de la condamnation principale soit 4 700 202 883,26 dollars et 2 131 062 430,9 Z;

Adjuger à l'Etat requérant les intérêts bancaires et moratoires aux taux respectifs de 15 % et 26 % l'an courant de la fin de l'année 1995 jusqu'à la date du parfait paiement;

Condamner également ledit Etat à restituer au requérant tous les biens non valorisés répertoriés dans la rubrique des créances diverses;

Ordonner à la République démocratique du Congo de présenter dans un délai d'un mois un échéancier acceptable de remboursement de ces montants;

A défaut de production de cet échéancier dans le délai indiqué ou en cas d'irrespect de celui qui serait produit, autoriser l'Etat de Guinée à saisir les biens de l'Etat congolais partout où ils se trouvent jusqu'à concurrence du principal et de l'accessoire de la condamnation.

Mettre les frais et dépens de la présente procédure à la charge de l'Etat congolais.

Pour respectueux mémoire,
au nom de la République de Guinée,
le ministre des affaires étrangères,
(Signé) Lamine KAMARA.

zation (Lagergren Award of 10 October 1973 in the *BP v. Libya* case; Mahmassani Award of 12 April 1977 in the *LIAMCO v. Libya* case);

Whereas it should be noted that, where the expropriation of foreign investors is unlawful, as is the case here, then the amount of the reparation will be higher (see *Amoco International Finance Corp. v. Islamic Republic of Iran* of 14 July 1987);

Whereas in total, given that the compensation due to Guinea should cover all of the damage, both material and moral, it should include not only losses actually suffered (*damnum emergens*) but also loss of profits (*lucrum cessans*), together with interest on the amounts awarded, calculated by reference to the length of time elapsed between occurrence of the injury and its effective reparation.

FOR THESE REASONS:

As to the form: To admit the present Application.

As to the merits: To order the authorities of the Democratic Republic of the Congo to make an official public apology to the State of the Republic of Guinea for the numerous wrongs done to it in the person of its national Ahmadou Sadio Diallo;

To find that the sums claimed are certain, liquidated and legally due;

To find that these sums are properly payable by the Congolese State, in accordance with the principles of State responsibility and civil liability;

To order that the Congolese State pay to the State of Guinea on behalf of its national, Mr. Diallo Ahmadou Sadio, the sums of US\$31,334,685,888.45 and Z 14,207,082,872.7 in respect of the financial loss suffered by the latter;

To pay also to the State of Guinea damages equal to 15 per cent of the principal award, that is to say US\$4,700,202,883.26 and Z 2,131,062,430.9;

To award to the applicant State bank and moratory interest at respective annual rates of 15 per cent and 26 per cent from the end of the year 1995 until the date of payment in full;

To order that the said State return to the Applicant all the non-monetary assets set out in the list of miscellaneous claims;

To order that the Democratic Republic of the Congo submit within one month an acceptable schedule for the repayment of the above sums;

In the event that the said timetable is not produced by the date indicated, to authorize the State of Guinea to seize the assets of the Congolese State wherever they may be found, up to an amount equal to the principal sum due and such further amounts as the Court shall have ordered.

To order that the costs of the present proceedings be borne by the Congolese State.

Respectfully requested in the name
of the Republic of Guinea,
(Signed) Lamine KAMARA,
Minister for Foreign Affairs.

PRINTED IN THE NETHERLANDS